

CONFERENCE DE PRESSE

NOUVELLE LEGISLATURE

ECOLO SERAING

28 juin 2013

1. INTRODUCTION

Les dernières élections ont été assez importantes quant à la vision que l'on se fait du vote "ecolo". Considéré par certains comme un vote de défiance, nous avons prouvé que nous avons une vraie base électorale composée avant tout de personnes convaincues par notre programme. En effet, c'est plus le PTB qui s'est imposé comme le vote de rejet face au PS.

Nous sommes le seul parmi les partis dits « traditionnels », qui a progressé sur la commune. Les 3 autres perdant une partie significative de leur électorat, 6% pour le PS par exemple.

Nos conseiller(e)s Jean Thiel, Catherine Maas, Carmelo Sciortino et Henri Nélisse ont été confirmés dans leur rôle, prouvant le sérieux de leur travail accompli la dernière législature. La relève étant d'autre part assurée, puisque Giovanna Sacco, 28 ans, remplace la conseillère sortante Annie Morsa qui s'est volontairement mise en retrait pour faire la place aux plus jeunes.

En interne, le secrétariat local a lui aussi été renouvelé : aux secrétaires sortants Thierry Hormidas et Paul Ancion viennent s'ajouter Pascale Clukers et Yves Alié.

Avec cette nouvelle équipe, nous continuons le travail de critique constructive entamé la législature précédente et nous continuerons de proposer des alternatives crédibles pour la transition écologique de notre commune.

Paul Ancion, Secrétaire local, 0497/31.10.75

2. L'OPPOSITION CONSTRUCTIVE : UNE CERTAINE FAÇON DE CONCEVOIR SES RESPONSABILITES

Nous ne l'avons jamais caché, nous menons à Seraing ce que l'on peut appeler une « **opposition constructive** ». Disons-le tout de suite, une telle attitude n'est envisageable que si la majorité y met également les formes.

Elément essentiel et structurant pour notre Ville, nous assumons pleinement notre implication et notre responsabilité dans la réflexion puis la mise en application du Master plan.

Nous ne cachons pas également que nous sommes intervenus, à de multiples reprises, dans d'autres lieux de décisions pour accélérer des dossiers sérésiens auxquels nous croyons : le bd urbain, les dépollutions du Val Saint Lambert ou encore sur les terrains de la rue Cockerill, les plans de mobilité, etc.

A ce jour, l'attitude du Collège - plus que dans de nombreuses communes, surtout pour une majorité absolue... - est le plus souvent respectueuse, régulièrement sur le fond, un peu plus encore sur la forme. Tant mieux.

Certes, le PS gère Seraing depuis 80 ans et il assume seul la gestion directe de la Ville. C'est son rôle. Que cela plaise ou non, le PS a une large majorité absolue avec 50% des voix (cela est dû à la technique de dévolution des sièges, dite Imperiali).

Dans ces conditions - imposées -, nous avons décidé de ne pas tomber dans le piège de la facilité qui consiste à tirer systématiquement sur le pianiste.

Bref, nous avons renoncé à faire de la vie politique sérésienne un constant ring de boxe comme cela se passe dans d'autres villes, pas bien loin d'ici.

Ce n'est pas notre conception du bien commun. Les temps sont suffisamment rudes pour y ajouter des conflits de bac à sable.

Sommes-nous pour autant condamnés à la béatitude ou à la naïveté ?

Quand il joue faux à notre oreille - Cristal Park, manque de réactivité sur le tracé du tram, absence d'écoute de collectifs comme le HF6, inexistance d'une CCAT, déficit de fermeté dans certains dossiers de pollutions, etc. - nous le faisons entendre, parfois de manière virile. Et si la réaction est identique... eh bien ce n'est pas grave.

Au contraire, c'est ce qu'on appelle la démocratie, qui peut aussi, occasionnellement, s'exprimer de manière plus vive.

Dans la mesure où l'actuelle majorité le permettra par un comportement respectueux et constructif, nous maintiendrons cette attitude volontariste.

Ce dont notre Ville a d'abord besoin, c'est de responsabilité, de dignité et d'efforts communs pour sortir Seraing de l'ornière. Nous sommes là pour participer à l'unification des forces, pas pour les diviser.

Jean Thiel, chef de groupe au Conseil communal, 0496/52.12.62

polux 27/6/13 22:57

Supprimé:

3. CRISTAL PARK

Voilà maintenant quelques années que le rapport urbanistique et environnemental (RUE) du projet "Cristal park" est sur la table des discussions. Nous nous sommes efforcés tout au long de son processus d'élaboration de critiquer le projet de la manière la plus constructive possible. Nous partageons le point de vue qu'il est nécessaire de donner un nouveau souffle aux cristalleries¹. La beauté exceptionnelle du site, le savoir faire local et l'emploi qu'il représente sont des priorités à nos yeux. Malheureusement nous divergeons très forts sur la mise en place concrète du projet.

Sans entrer dans les détails, voici 3 aspects du projet qui nous semblaient mériter de profondes modifications :

1° La construction de maisons sur le site dit « terre des Macrâles », même partiellement.

Nous ne pouvions accepter que +- 6 hectares de forêt et de prairies soient sacrifiés de part l'intérêt paysager et de biodiversité qu'ils représentent. Ces espaces donnent une véritable valeur ajoutée au site des cristalleries, les détruire serait contre-productif.

Nous sommes conscients des besoins en logement et comprenons que la ville en favorise le plus possible la construction. Néanmoins, il existe sur notre territoire communal nombre de chancres urbains qui pourraient faire l'objet de nouvelles constructions pour satisfaire la demande en logement d'une manière respectueuse de l'environnement.

Inutile de vous rappeler notre opposition de principe aux maisons de type 4 façades. Ce type de construction doit être évité le plus possible afin de concentrer l'habitat un maximum pour préserver l'environnement et rendre viable toute une série de services (transports en commun, petits commerces, etc.).

2° L'absence d'un plan de mobilité digne de ce nom.

Le RUE prévoit un flux estimé à 2 000 000 de visiteurs par an. Si cette affirmation se révèle exacte, il est alors indispensable de repenser en profondeur les accès au site. Le RUE se contente d'analyser la situation existante sans vraiment prendre en compte ce chiffre comme base de référence pour les aménagements futurs. La ligne 125A est comptée comme acquise alors qu'il est malheureusement loin d'être sûr que cette ligne reverra un jour passer des voyageurs. Sans compter qu'il nous faut rester objectifs : cette ligne ne pourra drainer à elle seule un tel flux, la plupart des visiteurs continuant à se déplacer en voiture.

3° La construction d'une surface commerciale de 60 000 m².

La ville, qui est partie prenante dans le projet, s'éparpille ici sur 2 fronts.

D'une part, le master plan, qui étudie le redéploiement économique de la vallée sérésienne dans son ensemble, prévoit la réaffectation d'une partie des anciens hangars du groupe ArcelorMittal en commerce, projet dit « Gastronomía » ainsi que la construction d'un vaste immeuble abritant commerces, habitations et bureaux. Ceux-ci sont situés dans le centre ville - ce qui est très bien d'un point de vue urbanistique -, rue Cockerill, et les travaux sont déjà bien avancés.

¹ D'autant que le ministre Henry a déjà débloqué 6 millions d'euros dans le cadre du Plan Marshall 2. Vert afin de rendre vie à ce site stratégique.

D'autre part est prévu de réaffecter une grande partie des anciennes cristalleries en surface commerciale qui aurait pour thème l'art de la table, ainsi qu'une partie en équipement de la personne.

Dans le contexte de crise actuel, les commerçants souffrent. Ils ont déjà souffert par le passé de la multiplication incontrôlée de grandes implantations commerciales en région liégeoise (Médiacité, Belle- Ile, Ilot Saint-Michel, etc.).

Nous sommes dès lors extrêmement perplexes de voir se rajouter, sur un territoire où la population est de plus en plus précarisée, une Xème surface commerciale qui ne fera que déplacer de l'emploi sans en créer (ou en créant peu) et qui fera encore plus souffrir les commerces existants.

Pour ces 3 raisons principales, nous pensons que le projet dans sa forme actuelle sera plus négatif que bénéfique pour notre ville.

AJOUT DE DERNIÈRE MINUTE :

Notre opposition constructive aura partiellement porté ses fruits. Le ministre de l'Aménagement du Territoire vient en effet de signer le RUE. Plusieurs de nos options ont été prises en compte. Les immeubles des Macrâles seront limités au tiers de cette remarquable prairie située à côté d'un site Natura 2000, les immeubles seront en 2 ou 3 façades maximum. De plus, le ministre a décidé de ne pas toucher à la lisière de l'actuelle forêt.

Enfin, rappelons que, pour chaque projet individuel, une enquête publique sera organisée.

Paul Ancion, Secrétaire local, 0497/31.10.75

4. LA SITUATION DU COMMERCE SÉRÉSIEEN

La situation du commerce de certains quartiers et du centre de Jemeppe, n'est guère bonne et ne risque pas de s'améliorer avec la concurrence supplémentaire de projets en cours, tel que Cristal Park.

La conjoncture économique actuelle n'améliore pas non plus la situation, nous constatons que beaucoup d'enseignes préfèrent mettre fin à leur bail.

Il y a pourtant, depuis cette nouvelle législature, un échevinat du commerce, dirigé par la nouvelle Echevine du Développement Territorial, Economique et du Commerce, Déborah Geradon.

Il y a même une commission consultative des classes moyennes, dont je fais partie, mais cette commission ne s'est pas encore réunie. Pourtant l'Echevine a mis en place une action lors de la braderie de Jemeppe, début juin et nous a présenté en commission communale la nouvelle gestion des surplus alimentaires, convention avec Carrefour Bonnelles en avril.

Espérons que cette commission finira par se réunir contrairement à la précédente législature.

Il y a en effet urgence, des quartiers comme Jemeppe centre, le Pairay, les Biens-Communaux, le bas de Seraing, Ougrée, Bonnelles, et j'en oublie, sont des quartiers dont les commerces de proximités disparaissent à vue d'œil. Le Pairay va perdre sa seule banque fin de cette année, ce qui ne fera pas les affaires des derniers commerçants de ce beau quartier de Seraing.

Le Collège doit pouvoir se soucier des dossiers moins « tape à l'œil » et privilégier ceux de moindre envergure, qui rapporte certes moins de visibilité, mais qui sont en première ligne face à la crise.

Nous demandons avec insistance, que l'Echevine Geradon fasse se réunir au plus vite la nouvelle commission des classes moyennes afin que nous puissions, tous partis confondus, comité de quartier et associations de commerçants, travailler et élaborer des plans de sauvetage du petit commerce sérésien et demain, au renouveau des commerces dans ces quartiers. Cela créera, il n'y a pas de doute, de nombreux emplois.

5. LA POLLUTION À SERAING

Il y a de plus en plus de dépôts clandestins, allant de gros dépôts, jusqu'au sac abandonné le long d'une route, souvent à l'orée d'un bois, sur le site des bulles à verres. Les ouvriers communaux font quotidiennement le maximum pour nettoyer, mais le lendemain, il faut tout recommencer.

Les Sanctions Administratives Communales ne constituent qu'un outil parmi d'autres et ne peuvent constituer à elles seules la solution, les agents constatateurs font déjà le maximum avec un minimum de moyen. C'est en amont qu'il faut aller chercher la solution, l'éducation des enfants, certes, mais surtout, celle des adultes, via une présence dans des comités de quartier ou autres comités pour expliquer ce qu'est un déchet, comment le traiter, via un tri sélectif efficace, ce qui diminuerait la charge des déchets et le coût des déchets, pour la communauté et pour le citoyen.

La pollution due aux entreprises quant à elle diminue. Il y a une prise de conscience de la part de certaines d'entre elles, qui, sans perdre un seul emploi, continuent à produire des produits de qualité avec des efforts visibles en matière d'environnement. Nous ne pouvons que féliciter celles-ci pour ces modifications techniques.

Même si ce dossier nous échappe largement, nous serons bien évidemment particulièrement attentifs à l'évolution du dossier de la cokerie, dont le permis court jusqu'en 2022.

Carmelo Sciortino, Conseiller communal et de police, 0485/89.95.87

6. DOSSIERS EN COURS : LE MASTER PLAN ; MITTAL, L'EPEE DE DAMOCLES MAIS AUSSI DES RAISONS D'ENTREPRENDRE

Le Master Plan

Le Master Plan est l'ossature d'une vision à long terme de notre Ville. C'est d'ailleurs l'un des ses grands intérêts, il offre une vision globale, il indique des étapes, il s'inscrit dans l'évolution de la société en permettant des adaptations. A l'origine, le choix de l'urbaniste-chef de projet, le français Bernard Reichen - auquel nous avons participé très activement... -, a été déterminant.

Son approche, son état d'esprit lorsqu'il a abordé Seraing était celui-ci, je le cite :

« Ce projet impose d'établir une relation contractuelle entre la ville et l'industrie, de traiter au fond l'écologie globale du site et de construire un « urbanisme de valorisation » qui soit attractif pour les nouveaux investisseurs capables de réaliser la mutation urbaine et sociale de la ville ».

C'est cet état d'esprit qui nous a plus d'emblée.

Globalement, les étapes positives se succèdent. Après le passage sous voie près de l'Esplanade de l'Avenir (terminé fin 2011), il est visible à tous que l'entrée de ville est en passe d'être profondément modifiée : la Cité administrative (bioclimatique) accueillera ses premiers occupants dès le mois d'août ; l'élargissement de la rue Cockerill (32m, avec voies bus et cycliste) est en bonne voie ; le chantier Neocitta (5 étages, commerces, appartements, parking, le tout agrémenté d'un parc semi-public de 6000 m²), sort progressivement de terre ; l'aménagement complet d'un espace semi-piéton en entrée de Ville, place Cockerill suivra de peu ; de même

Notons également l'ouverture prochaine du nouveau Centre CMI (« L'Orangerie », 300 employés en plus des 300 aujourd'hui déjà installés au Château), à côté de la nouvelle Cité administrative (200 employés), qui, s'il n'est pas dû à la Régie communale autonome, s'est néanmoins imaginé en excellente concertation.

Au total, ce seront donc à très court terme 500 employés de plus qui donneront du sens au nouveau centre de Seraing.

La suite, on la connaît : l'aménagement du boulevard urbain, la mise en valeur du parc LD (17hec), Gastronomica, la rénovation et la requalification des deux tours de Jemeppe, le parc de Trassenster, la rénovation et l'affectation des Ateliers centraux, etc.

Vous pourriez nous dire : *« vous êtes bien gentils mais nous n'avons pas besoin d'Ecolo pour apprendre cela ».*

Oui, parce que la Régie communale Erigès est directement aux manettes.

Non, parce que le fait qu'un parti d'opposition ait mis à ce point la main à la pâte, et dans les prémisses et dans la réalisation du Master Plan, est une information en elle-même. Sauf à considérer que la Ville aurait pu, à travers le seul parti socialiste, obtenir ce qui a été obtenu, en des délais finalement aussi courts (moins de 10 ans...).

Ce qui serait inexact.

Pour le reste, notre action à Erigès s'attachera tout particulièrement à la mise en application de quelques principes généraux :

- intégration constante du concept du développement durable (le trépied social - économie - environnement)
- informer, expliquer, écouter les citoyens (tout projet nouveau perturbe le train-train quotidien, suscite des inquiétudes ; entendre les propositions alternatives)
- faire preuve d'imagination et refuser les solutions-rustines (nouvelles surfaces commerciales de type déjà saturé, accepter vite un investisseur sans plus value, ...)
- induire la multi mobilité (voitures, TEC, déplacements partagés, motos, cyclistes, piétons, ...)
- ouvrir les espaces publics (comme le parc de Néocitta, celui de Trassenster doit être ouvert au public ; un accord avec CMI devra aboutir à des modalités d'ouverture ; etc.)
- utiliser les technologies d'avenir (énergies renouvelables, isolation, techniques d'informations et consultations)
- s'investir rapidement vers Ougrée (cette entité développant un sentiment de désintérêt inquiétant)

ARCELORMITTAL : L'EPEE DE DAMOCLES

Ne feignons pas de croire, ne laissons pas croire, que le sort de la sidérurgie se joue à l'Hôtel de Ville de Seraing.

Tous les partis du Conseil ont exprimé leur attachement indéfectible à ce qui incarne notre région. Evidemment

Pourquoi l'ont-ils fait avec autant de conviction ?

Parce qu'au-delà de l'effacement social - le plus souvent sincère d'ailleurs -, et l'attachement culturel et quasi génétique à l'industrie qui a bâti sa prospérité, notre ville est frappée de plein fouet par les effets financiers des annonces de fermetures, avec une intensité encore mal comprise parce qu'ils ne commencent qu'à se faire réellement sentir.

Budgétairement, pour la Ville, c'est tout simplement catastrophique. Si l'on cumule les pertes financières de la ville (taxes ArcelorMittal, Holding communal, pertes IPP, ...), on atteint l'effrayant chiffre de 13,5 millions, soit 15% de notre budget annuel !

L'avenir nous dira, et le plus tôt sera le mieux, comment nous sortirons du bras de fer qui nous oppose au géant sidérurgique.

Mais **QUOI QU'IL EN SOIT**, il n'est en rien déplacé de penser **EGALEMENT** à bâtir du neuf, à multiplier et nos œufs et nos paniers.

Parmi les pistes que nous devons envisager, c'est avec un intérêt soutenu, que nous suivons « VERDIR », le projet original et ambitieux de Bernard Rentier, recteur de l'Université de Liège, porté essentiellement par Eric Haubruge, vice-recteur (avec lequel Ecolo-Seraing a longuement échangé le 31 janvier dernier).

DES RAISONS D'ENTREPRENDRE

Mais quel que soit le futur de notre sidérurgie, il serait imprudent, déraisonnable de perdre de vue qu'il nous faut **EGALEMENT BATIR DU NEUF**.
Pour multiplier nos œufs, et nos paniers.

- Verdir

Parmi les pistes que nous devons envisager, c'est avec un intérêt soutenu, que nous suivons « VERDIR », le projet original et ambitieux de Bernard Rentier, recteur de l'Université de Liège,

porté essentiellement par Eric Haubruge, vice-recteur (avec lequel Ecolo-Seraing a longuement échangé le 31 janvier dernier).
Vu les pénibles circonstances actuelles, ce projet est difficilement audible, voire politiquement incorrect.

C'est regrettable puisque, une fois de plus, notre responsabilité est d'activer toutes nos potentialités.

Pour mémoire, selon, les termes mêmes de l'Université de Liège (et de Gembloux, qui en dépend), « VERDIR » est :

- un projet de développement d'activités économiques non-délocalisables basées sur le concept innovant de l'agriculture urbaine et péri-urbaine ;
- un projet pour la reconversion de friches industrielle ;
- un projet de développement durable qui se fonde sur les besoins et les compétences des populations locales ;
- un projet impulsé par l'Université de Liège fédérant des acteurs socio-économiques régionaux, publics et privés.

Pour faire simple, il ne s'agit pas de planter quelques poireaux sur les anciennes terres polluées, déjà disponibles, de la sidérurgie. Le pari de ses promoteurs est autrement ambitieux puisqu'il vise la création de milliers d'emploi.

Comment ? Au travers du retour progressif de l'agriculture locale, dans nos villes et les zones péri-urbaines liégeoises, l'objectif est de satisfaire une large part des besoins alimentaires (fruits, légumes, poissons, volailles,...) des populations proches.

Les promoteurs universitaires attirent notre attention sur le fait que la part de l'agriculture urbaine est en constante progression. En 2005, entre ¼ et 1/3 des produits frais consommés mondialement par les populations citadines étaient d'origine locale. Aux USA, pays en pointe en matière d'agriculture urbaine, plus de 40% de la production alimentaire (en valeur monétaire) provient de l'agriculture urbaine et péri-urbaine.

« Cette forme de reconversion permet la réappropriation de ces espaces tout en les « verdissant » ; elle améliore le cadre de vie des habitants et renforce l'attractivité de ces zones délaissées. Elle permet aussi de créer des emplois, notamment peu qualifiés (une récente étude belge estime que 4 personnes sont nécessaires pour cultiver 1 ha en ville) ».

« La première phase du projet VERDIR va réhabiliter, durant l'année 2013, un site industriel du bassin liégeois par l'implantation d'activités agricoles urbaines. L'objectif est de créer une activité rentable de production de fruits, légumes et petits animaux, dans et autour des bâtiments industriels désaffectés (3600 m²). Le site pilote est le bâtiment dénommé « Magnetto », situé Quai Jules Destrée à Flémalle et appartenant à ArcelorMittal. Ce site est destiné à démontrer la faisabilité de ce type de réhabilitation, autant au [plan](#) technique que financier, et à inciter le développement de telles initiatives plus largement dans la région. Le réaménagement des bâtiments industriels fera intervenir deux technologies différentes : l'hydroponie et l'aquaponie ».

Voir : http://www.ulg.ac.be/cms/c_2627959/fr/verdir

- Potager "Le Jardin retrouvé"

L'ambitieux et cohérent projet de l'ULg est en quelque sorte prolongé par le nôtre, « *Le Jardin retrouvé* » que nous présenterons dans quelques instants.

- Ligne 125a

Nous avons perdu (à moyen terme) le tram, nous devons gagner le train local.

La saturation du trafic routier s'étale tous les jours un peu plus. Nous passerons bientôt plus de temps dans les embouteillages qu'au cinéma voire même que dans notre bureau, selon la raison de notre déplacement. Cette situation est proprement invivable à moyen terme. Nous devons donc impérativement dégager des alternatives de déplacements collectifs confortables, rapides et fréquents.

Certains - et nous en sommes parmi les tous premiers il y a quinze ans - rêvent à un Réseau Express Liégeois (REL), qui, de Ans à Chênée, de Herstal à Flémalle, irriguerait notre région et désengorgerait nos routes.

Dès 2000, Ecolo-Seraing proposait de rouvrir la ligne 125a, sur la rive droite de la Meuse, qui court de Flémalle à Liège (voire jusqu'à Herstal et même jusqu'à Juprelle) en passant par Seraing. Nous n'avions pas été suivis...

Aujourd'hui (disons plutôt hier, vers 2005), le Collège relance le projet.

Pour les raisons évoquées ci-dessus, nous le soutiendrons, même si nous sommes conscients des obstacles, nombreux, qu'il rencontrera. Obstacles d'ailleurs pas seulement financiers (utilisation des lignes et de matériel SNCB, avec laquelle il est extrêmement compliqué de dialoguer ; concurrences entre sociétés publiques de transport ; prise en compte des intérêts parfois divergents ou des priorités des partenaires ; etc.).

En quelques chiffres qui sont et seront en constante évolution, mais pour donner des ordres de grandeur, une étude d'Ariès (2012) évoque un potentiel de +/- 4500 voyageurs/jour en 2014 à 8500 en 2016 (mise en œuvre d'éléments du Master Plan).

Bien entendu, cette réouverture impliquerait des coûts d'investissement et d'exploitation annuels non négligeables. Pour ces derniers, une somme de 4 millions d'euros annuel^{le} est évoquée.

Inutile de préciser qu'il est hors de question que la ville, seule, puisse supporter une telle dépense récurrente. Mais il va de soi que d'autres acteurs publics seraient positivement concernés, à commencer par les villes de Liège et de Flémalle (voire Herstal) ainsi que les TEC liégeois, sans oublier la Province de Liège et la Région wallonne.

Le dossier est loin d'être bouclé, mais il est séduisant et, tel qu'il est présenté aujourd'hui, recevra donc notre actif soutien.

Jean Thiel, chef de groupe au Conseil communal, 0496/52.12.62

7. AUGMENTATION DE LA PAUVRETÉ ET DE LA PRÉCARITÉ

Seraing comme beaucoup de cités ouvrières connaît une inquiétante augmentation de la pauvreté et de la précarité.

Des choix politiques clairs en matière d'aide et d'accompagnement psychosocial ne peuvent dès lors être ignorés.

L'attribution des dotations de la ville sont aussi le reflet de ses choix politiques. Les apports financiers au CPAS et à la zone de police sont parlants en la matière.

Bien sûr, l'aide sociale et les aspects sécuritaires sont complémentaires garants d'une bonne qualité de vie dans les quartiers. Car là où la précarité s'installe, naît aussi l'insécurité.

Le CPAS doit aider financièrement de plus en plus de familles et d'isolés, aux revenus insuffisants, voire inexistants, avec des problèmes de santé, des dettes, des exclusions du chômage...

Une réelle politique de prévention doit être menée en amont de l'aide et du contrôle pour construire avec ceux-ci un triangle d'action efficace et permettre un mieux-être pour tous nos concitoyens. Trop souvent les projets mis en place manquent de perspectives bien construites et se résument vite à un simple relevé des nuisances !

Une ville ne se réduit pas à ses infrastructures ou à son plan d'aménagement, mais se définit aussi par sa volonté de lutter efficacement contre les causes de l'augmentation des situations d'urgence, d'inégalité, d'insécurité quelle qu'elles soient.

A Seraing comme ailleurs, le coût du logement ajoute pour ces populations un obstacle quasi infranchissable. Certes la ville possède 20% de logements sociaux mais nous ne pouvons que déplorer l'absence de projet réfléchi et concerté sur le parc locatif privé.

Notre commune dispose d'une Agence Immobilière Sociale trop peu mise en valeur qui peut faire le lien entre des personnes en quête d'un logement financièrement supportable et des propriétaires trop souvent mal informés quant au soutien qu'elle peut leur apporter.

Par ailleurs, trop de propriétaires sans scrupules profitent encore de cette crise et nous devons avoir une attitude ferme face à ceux qui proposent des logements insalubres qui doivent être interdits d'habitation conformément à la loi et face aux marchands de sommeil qui profitent honteusement de la misère humaine.

Seraing est, compte tenu de la taille, de son territoire, du volume de sa population mais aussi de son dynamisme, l'une des villes de la province les mieux desservies en matière d'ASBL diverses (dont 5 maisons médicales) et de services publics à la population, dans des domaines aussi divers que le logement, les assuétudes, les violences intrafamiliales et bien d'autres. Malgré cette richesse, peu de pistes de solutions sont esquissées face à l'augmentation croissante de cette précarité et des problèmes de santé mentale associés ou en découlant.

Lors de cette législature, Ecolo veut se pencher d'avantage encore sur ce volet social, les moyens réels dont dispose la ville et la façon dont ces moyens sont optimisés avec, parmi nos priorités d'action :

- la prévention (agir avant que ça n'arrive pour éviter que ça n'arrive ou, au minimum, pour que ce soit moins grave)

- le logement avec une attention particulière à l'encadrement du secteur locatif privé pour mettre à disposition plus de logements décents à des prix socialement acceptables.

Henri Nélisse, Conseiller CPAS, membre du Comité spécial du service social, 0484/40.35.10

8. Agriculture et jardinage urbains

« Le jardin retrouvé »

La ville de Seraing est en pleine mutation. D'abord sur des aspects urbanistiques avec plusieurs projets de transformation, essentiellement structurés autour du Master plan, mais, avec son nouveau plan de mobilité, Bonnelles n'est pas non plus oubliée.

La mutation la plus importante, celle qui est amorcée depuis une trentaine d'années, est liée à la perte d'influence de la sidérurgie, qui, comme nous l'avons rappelé plus haut, est également au cœur de l'angoisse sérésienne.

Ces bouleversements ont déjà entraîné une transformation du paysage avec de grandes surfaces industrielles qui doivent encore être assainies, laissant place à des zones qu'il est nécessaire de se réapproprier.

Ce désengagement de la sidérurgie qui constitue une tendance lourde en Europe, laissent, les habitants de Jemeppe, Ougrée, Bonnelles et Seraing en vérité bien démunis.

Plutôt démunies aussi les autorités communales qui, au mieux, doivent s'en remettre à la Région wallonne pour faire face au géant indien. Contrairement aux discours de tous les prophètes « yaka » ce séisme relève d'une responsabilité qui dépasse de très loin les compétences de notre ville.

Alors, pendant que les négociations se poursuivent à d'autres niveaux de pouvoir, pas de populisme douteux, pas de slogan « anti » mais choisissons d'être constructifs, d'ouvrir d'autres portes sur un avenir plus... rose. Et plus vert !

Et faisons le pari, que quels que soient les outils que nous parviendrons à sauver dans notre bassin, il est indispensable de multiplier les initiatives nouvelles. Pour ne plus dépendre d'une seule activité, dont les cours de bourse et les intérêts stratégiques mondiaux laissent peu de place au déterminisme local.

Il ne peut s'agir de remplacer la sidérurgie, il s'agit d'accompagner cette activité structurante, de nous diversifier.

Ecolo souhaite lancer une initiative - dont il quittera vite le pilotage dès qu'une structure neutre sera mise en place - autour d'un projet commun, qui a le vent en poupe dans de nombreux pays industrialisés et qui nous concerne toutes et tous.

Ce que nous allons proposer, d'abord aux habitants, est de rejoindre notre projet ancré au cœur de notre ville, de nos quartiers, de nos jardins, de nos espaces verts : l'agriculture urbaine.

Ne nous y trompons pas : ce n'est pas un projet de bobos nostalgiques. C'est du concret et plusieurs villes sont déjà à l'ouvrage avec de très beaux succès. En France, 27 aires urbaines se sont associées, représentées par l'intercommunalité et la Chambre d'agriculture, dont Amiens, Besançon, Caen, Dijon, Le Mans, Nancy, Saint-Etienne, Toulouse. Plus loin, citons les fermes de New-York, Eva-Lanxmeer aux Pays-Bas, et surtout l'ancienne cité industrielle de Todmorden près de Manchester, là où l'aventure des « Incredible Edible » a commencé, L'association liégeoise des « Incroyables comestibles » a déjà vu le jour et est très active (voir sous : <https://www.facebook.com/groups/incroyablescomestiblesdeliege/>).

Pourquoi un tel projet dans les communes de Seraing ? Parce qu'il présente d'immenses bénéfices et avantages :

Social :

On (re)tisse des liens sociaux entre les personnes, toutes classes sociales confondues. On se (re)parle, on (re)partage, on (re)crée du sens et de la valeur, on (re)crée une activité entrepreneuriale.

Nous rendons un sentiment de fierté en créant un projet qui évoquera Seraing en termes positifs et nous deviendrions un exemple à suivre. Mais il s'agit également d'un acte de résistance et d'un acte de résilience, face aux agressions d'une société multinationale que nous connaissons bien !, pour laquelle seul compte le profit maximal à court terme.

Financier :

Soit par des économies (on dépense moins), soit par un revenu complémentaire car si les récoltes sont abondantes pourquoi ne pas imaginer d'en vendre une partie à des prix justes pour qu'un maximum de personnes puissent en bénéficier.

Cet aspect sera à organiser ultérieurement, dans la phase suivante.

Environnemental :

Privilégier les circuits courts et les producteurs locaux, réduire les nuisances diverses liées aux transports.

Santé :

Améliorer la santé par une nourriture beaucoup plus saine.

Liberté et indépendance :

Imaginons qu'à long terme Seraing puisse produire assez de légumes et de fruits pour subvenir aux besoins particuliers de toute sa population...

Economique, en plus de tout ce qui a été écrit ci-dessus nous pouvons raisonnablement imaginer qu'un projet qui tourne bien, présent en masse sur tout le territoire créera des emplois, dans la logistique, les services, les récoltes,... A terme, pourquoi pas créer une coopérative ?

Sur base d'une étude menée par le GAL / Groupe d'Action Locale (Le Soir du 31.05.13), si 150 000 ménages consomment une fois par semaine des produits locaux, il est possible de créer 5 000 emplois. Un autre chiffre : un hectare hesbignonnais ou condruzien rapporte 2 500 euros en cultures céréales alors qu'en maraîchage diversifié, il rapporte 25 000 euros (Le Soir du 31.05.13).

CONCRETEMENT, OU FAIRE CES CULTURES, COMMENT LANCER ET PERENNISER LE PROCESSUS ?**1. Où trouver les terrains ?**

Dans un premier temps, chez des particuliers qui accepteraient de mettre un bout de terrain à disposition. Aussi, pour lancer le projet, nous misons d'abord sur la motivation des habitants de Seraing.

2. Des marches exploratoires

Dans un premier temps (septembre-octobre) nous organiserons dans des quartiers déterminés - Bonnelles étant le premier - des « marches exploratoires » pour présenter le projet à la population et repérer des espaces libres qui pourraient être cultivés.

Nous irons donc à leur rencontre, en l'ayant bien sûr fait savoir au préalable (toutes boîtes, affiches, ...).

3. Qui pilote ?

Ce projet est initié par la locale Ecolo de Seraing. Mais notre objectif est que, rapidement, la population se l'approprie, le développe et le pérennise. Parce qu'il est fait prioritairement pour les Sérésiens et doit donc être géré par eux, en dehors des partis politiques.

4. Quid des autorités publiques ?

Par la suite, lorsque le projet aura pris son envol, nous ne manquerons pas de frapper à la porte des autorités communales pour leur demander l'autorisation d'utiliser des surfaces publiques et de les associer à ce projet... fédérateur.
Comment faire et pour qui ?

La culture maraîchère est une activité humaine qui remonte à la nuit des temps et il y a quelques décennies, dans nos villes, de nombreuses personnes cultivaient encore leur jardin. Aujourd'hui, dans notre monde « moderne », cette pratique a beaucoup diminué.

Nous n'allons donc pas inventer une nouvelle activité mais bien la remettre à l'honneur en affirmant quelques grands principes :

La culture sera faite exclusivement avec des moyens naturels et les additifs chimiques seront interdits car nous voulons prioritairement des aliments sains.

Au début, pour celles et ceux qui le désirent, nous pourrons dans la mesure de leurs disponibilités compter sur les conseils de notre ami Dimitri, « expert en jardinage bio » qui nous rappelle aussi 4 grands principes de jardinage qui respectent le sol et l'environnement : pas de labour, pas d'engrais, pas de pesticides, pas de désherbage.

Nous susciterons ensuite la mise en place d'une équipe de personnes « guides/relais » qui pourront prodiguer leurs conseils, leurs méthodes, ce qui permettra d'accélérer le processus. Dans le même temps, un mini guide de jardinage bio sera mis à disposition et donnera les premiers conseils pour débiter votre potager avec l'apport de références de livres. Chacun sera libre de cultiver ce qu'il veut. Tout en sachant que, dans un premier temps il s'agira d'abord de partager le fruit des récoltes, de tisser des liens sociaux et pour beaucoup d'apprendre à cultiver. De lancer le processus, de créer des vocations et de convaincre du bien fondé de ce projet.

La 2e phase, que nous envisageons d'ici un an, sera de « *citoyenniser* » et enfin de « professionnaliser » cette activité pour créer des emplois tout en conservant les mêmes finalités sociales et environnementales.

Plus de renseignements sous :

https://fr.wikipedia.org/wiki/Agriculture_urbaine

<http://www.incredible-edible.info/>

<http://www.terresenvilles.org/>

<http://thisbigcity.net/data-farming-demonstrating-the-benefits-of-urban-agriculture/>

Yves Alié, Secrétaire local, 0477/20.36.82

Giovanna Sacco, Conseillère communale, 0498/07.41.11

9. IMPLIQUER LES CITOYENS : LES BUDGETS PARTICIPATIFS

L'une des crises que nous connaissons est fondée sur la méfiance accrue qu'inspire le monde politique auprès des citoyens. Renouer la confiance et la proximité - sans (re)tomber dans le clientélisme, qui a participé à l'accroissement de la méfiance - ne sera pas simple, et le parti qui prétendrait détenir la solution miracle ferait plus que mentir.

La transparence et la limitation des mandats, des exigences plus élevées en termes déontologiques sont certes indispensables, ainsi qu'une différenciation plus effective entre des pouvoirs : les mondes politique, financier, industriel, juridique, médiatique, académique, ont leur propre agenda et leurs priorités.

Mais, sans un travail au fond pour renouveler le rapport du citoyen au fonctionnement de la société démocratique, ces initiatives risquent de ne pas suffire.

Permettre à des quartiers de se mobiliser autour de projets qu'ils auraient eux-mêmes co-définis participe à cet objectif là.

Jusqu'il y a peu, le budget participatif constituait un mécanisme non institutionnel de participation citoyenne. Certains en avaient entendus parler au travers de Porto Alegre, au Brésil, qui en constituait en quelque sorte le mythe (la région compte environ 1,5 million d'habitants, le nombre de participants aux BP est passé de moins de 1000 en 1990 à 18 500 en 2001, avant de retomber aux alentours de 15 000 en 2011).

Mais depuis avril 2012, son principe est formellement inscrit dans le droit communal wallon (CDLD, art. L1321-3) :

« Selon les modalités qu'il détermine, le conseil communal peut décider d'affecter une partie du budget communal, appelée budget participatif, à des projets émanant de comités de quartier ou d'associations citoyennes dotées de la personnalité juridique »

Dès la rentrée, Ecolo-Seraing proposera au Conseil communal d'activer cette disposition.

Deux précisions sans doute nécessaires :

- le budget participatif ne doit pas avoir d'impact sur le budget communal (utilisation de crédits existants)
- le Conseil communal ne cède pas ses responsabilités. D'ailleurs, il ne le pourrait légalement pas. Mais il décide d'en partager l'application au profit de ses habitants tout en restant le seul responsable de la bonne utilisation des moyens publics.

Globalement, l'idée est la suivante (nous étudierons avec intérêt d'éventuelles propositions d'ajustement, qu'elles proviennent de la majorité ou d'autres partis de l'opposition) :

1. Proposition d'adoption du principe (septembre 2013)

2. Définition des secteurs qui pourront faire l'objet de budgets participatifs : aménagement de voies publiques, de bibliothèques, de crèches, de mobilier urbain, de zones récréatives, ... (octobre 2013)

3. Identification des articles budgétaires, ordinaires ou extraordinaires, susceptibles d'être affectés en tout ou en partie (novembre 2013)

4. Adoption d'une « charte du Budget participatif » à laquelle les Comités de quartier candidats devront adhérer (janvier 2014)

5. Appel à projet aux Comités de quartier, selon les principes et les définitions adoptés par le Conseil communal (février 2014)

6. Comité communal de sélection de quatre projets. Un par ancienne commune, pour autant que chaque commune dispose d'au moins un projet éligible de qualité (début mai 2014)

7. Adoption des conventions avec les quatre Comités de quartier sélectionnés et mise en place des structures prévues au point 4 (mai 2014)

8. Lancement officiel des projets (fin mai 2014)

9. Premier bilan des expériences pilotes, état des lieux, poursuite de l'expérience (décembre 2014)

Notre ambition est de susciter l'adhésion et la participation du citoyen à la « chose publique », par le biais d'un projet qui le touche directement.

Conséquence indirecte, il aura ainsi également l'occasion d'être directement confronté aux aléas de la gestion : contraintes et priorités budgétaires, concertation (avec la ville, mais surtout avec ses voisins), confrontation aux imprévus, etc.

Une telle expérience a déjà été menée à... Mons, la ville d'Elio Di Rupo, où en effet un processus a été mis en place sur les entités de Jemappes et de Flénu (15 000 habitants). Avec quelques réussites et d'inévitables échecs. Mais avec une approche que nous ne partageons pas, à savoir celle basée sur la notion d'élus de quartier, ce qui semble à l'usage moins motivant pour le grand nombre.

Jean Thiel
